



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Direction Générale des  
Services

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la  
délibération:

**Inondations dans le  
Var - Aide financière  
à l'Association des  
Maires du Var**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

**ABSENT(S) :**

BOYER Liliane, CERET Stéphan

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Transmis le : 22 DEC. 2014

Affiché le : 22 DEC. 2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

De nombreuses communes du Var, parmi lesquelles, Hyères et La Londe-les-Maures, ont été durement frappées fin novembre par des inondations d'une ampleur catastrophique faisant plusieurs victimes et occasionnant par ailleurs, des dégâts considérables.

Il est rappelé, qu'à l'occasion des inondations qui ont ravagé la Dracénie le 15 juin 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a reçu un certain nombre de dons, émanant notamment de collectivités territoriales.

C'est pourquoi, dans des circonstances similaires touchant à nouveau le Var, il est proposé au Conseil d'agglomération de s'associer à l'élan de solidarité en accordant une aide financière de 10 000 € à l'Association des Maires du Var afin qu'elle répartisse cette somme en fonction des besoins.

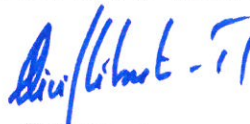
Après un avis favorable du Bureau communautaire unanime, en date du 8 décembre dernier, la somme de 10 000 € a été mandatée le 9 décembre, conformément à la possibilité accordée aux collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale par la Direction Générale des Finances Publiques.

En conséquence, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir approuver le versement d'une somme de 10 000 € à l'Association des Maires du Var destinée à venir en aide aux communes et populations sinistrées.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.